

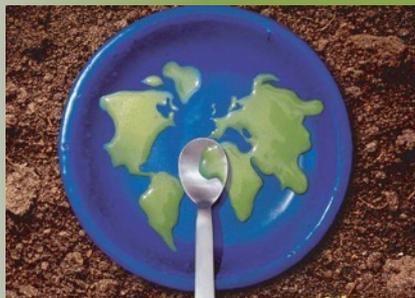
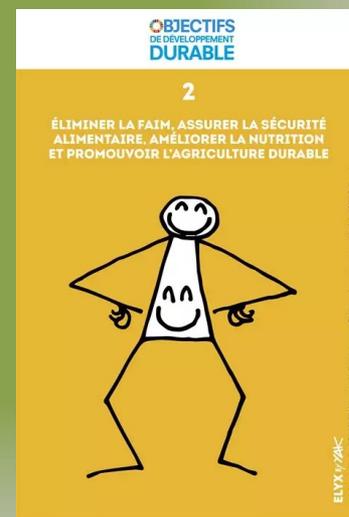
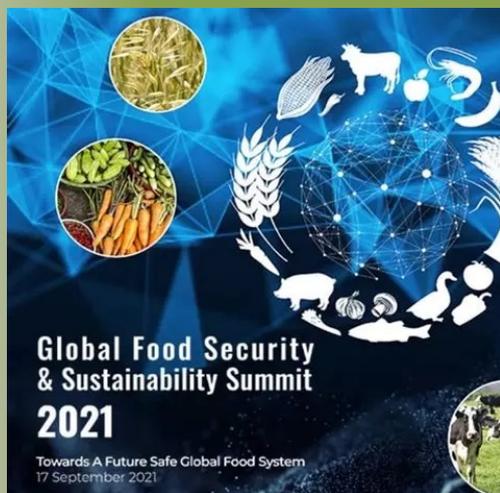


Souveraineté alimentaire et aide au développement. Paradoxes et diversité des stratégies des acteurs de la solidarité internationale en région Centre.

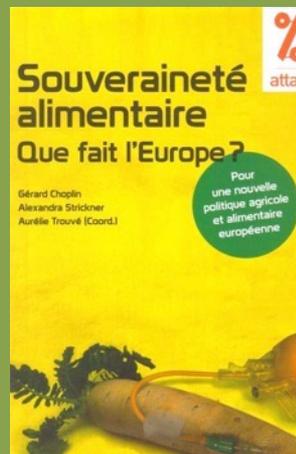
Bertrand Sajaloli



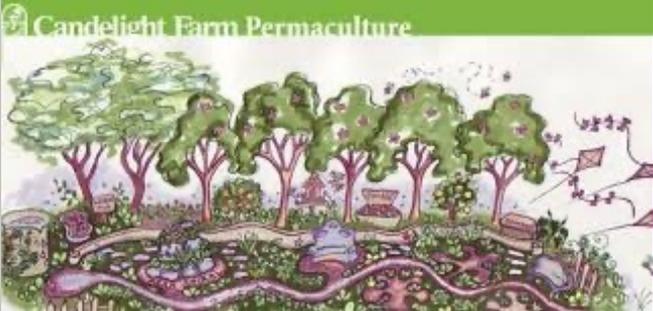
La sécurité alimentaire est au coeur de tous les programmes de développement (FAO, UNESCO, Union Européenne, Ministère des Affaires Étrangères, ODD...) et motive une part importante des projets de solidarité internationale conduits pas les Collectivités territoriales et les ONG.



Ces actions, bien évidemment généreuses, n'en apparaissent pas moins diversifiées et paradoxales.



Diversifiées, car les stratégies des ONG et des CT parcourent un vaste champ allant du simple envoi de conteneurs de denrées à l'intervention dans les agrosystèmes paysans afin d'en améliorer les rendements, en passant par toute une gamme d'actions susceptibles d'améliorer la situation alimentaire des populations concernées.



MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

LOI POUR L'ÉQUILIBRE DES RELATIONS COMMERCIALES DANS LE SECTEUR AGRICOLE ET ALIMENTAIRE ET UNE ALIMENTATION SAINES ET DURABLE

Permettre aux agriculteurs d'avoir un revenu digne en répartissant mieux la valeur

- Dispositif de construction du prix à partir des coûts de production et des prix de marché.
- Mission des interprofessions : élaborer des « indicateurs de référence » des coûts de production et des indicateurs de marché.
- Relèvement du seuil de revente à perte de 10% sur les denrées alimentaires et encadrement des promotions.

Paradoxaux, car la répétition d'une aide alimentaire, même dans les régions peu soumises à des catastrophes naturelles ou à des conflits armés, contribuent parfois au blocage de la souveraineté alimentaire.

Souveraineté alimentaire

La leur :



La notre :

Au Soudan en guerre, l'avenir incertain de la récolte de dattes

Le Monde Afrique - Association

Les petits fermiers n'ont plus accès aux financements, les acheteurs n'arrivent plus à écouler les stocks sur les marchés et les petits journaux de l'industrie agricole ont jeté l'éponge.

La semaine avec AFP - Publié le 20 novembre 2023 à 10h44 - Lecture 2 min.

Au Soudan, le nombre de familles souffrant de la faim a presque doublé, selon l'ONU

Malnutrition aiguë, choléra, dengue, rougeole, paludisme : des millions d'enfants sont exposés alors que le système de santé est extrêmement perturbé par la guerre.

Le nombre de familles souffrant de la faim a presque doublé depuis un an au **Soudan**, où une guerre entre généraux a plongé le pays dans le chaos depuis six mois, ont indiqué l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), mercredi 18 octobre.

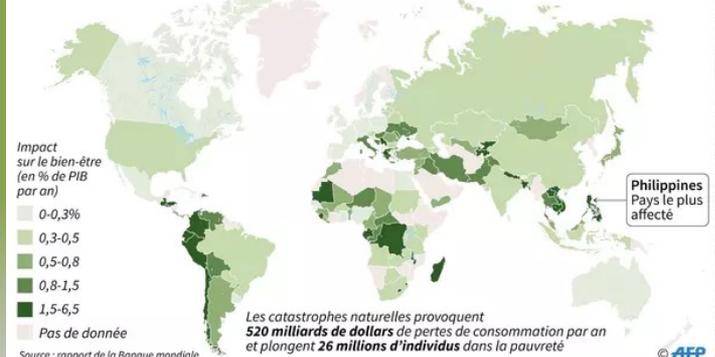
Le conflit a tué plus de 9 000 personnes, selon un bilan très largement sous-estimé, et fait des millions de déplacés et réfugiés, tout en aggravant la crise sanitaire dans le pays, où plus de la moitié des habitants ont besoin d'aide humanitaire pour survivre. Selon l'OMS et l'Unicef, « *le nombre de familles souffrant de la faim a presque doublé* » depuis un an.

Lire aussi : **Soudan : « Certains Etats alimentent activement le conflit en livrant des armes et des munitions »**



Les pays pauvres plus vulnérables aux catastrophes naturelles

Elles affectent le bien-être de 117 pays





Le premier objectif de ce travail est donc, à partir du réseau CENTRAIDER qui rassemble 987 acteurs de la solidarité internationale en 2023, de dresser un tableau de cette diversité.

Quelle typologie des actions en faveur de l'amélioration des situations alimentaires peut-on dresser ? Quels liens entre chaque type d'aide et l'origine institutionnelle des acteurs ? Quelles sont les régions du monde privilégiées et peut-on repérer des stratégies spatiales ?

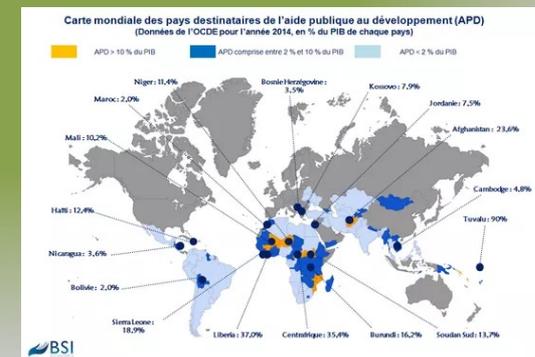
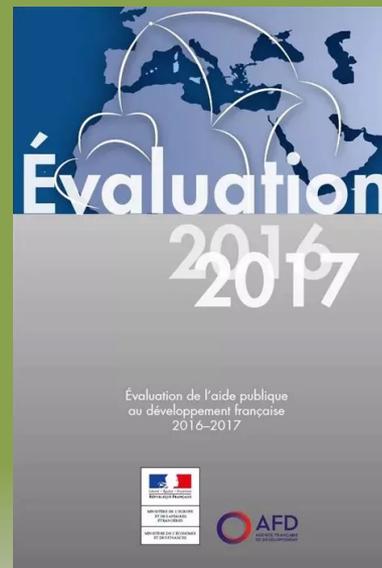
Je ne reviens pas dans cette présentation sur le réseau CENTRAIDER qui sera présent demain à vos ateliers et dont l'actualité et les engagements sont consultables sur le site :

www.centraider.org

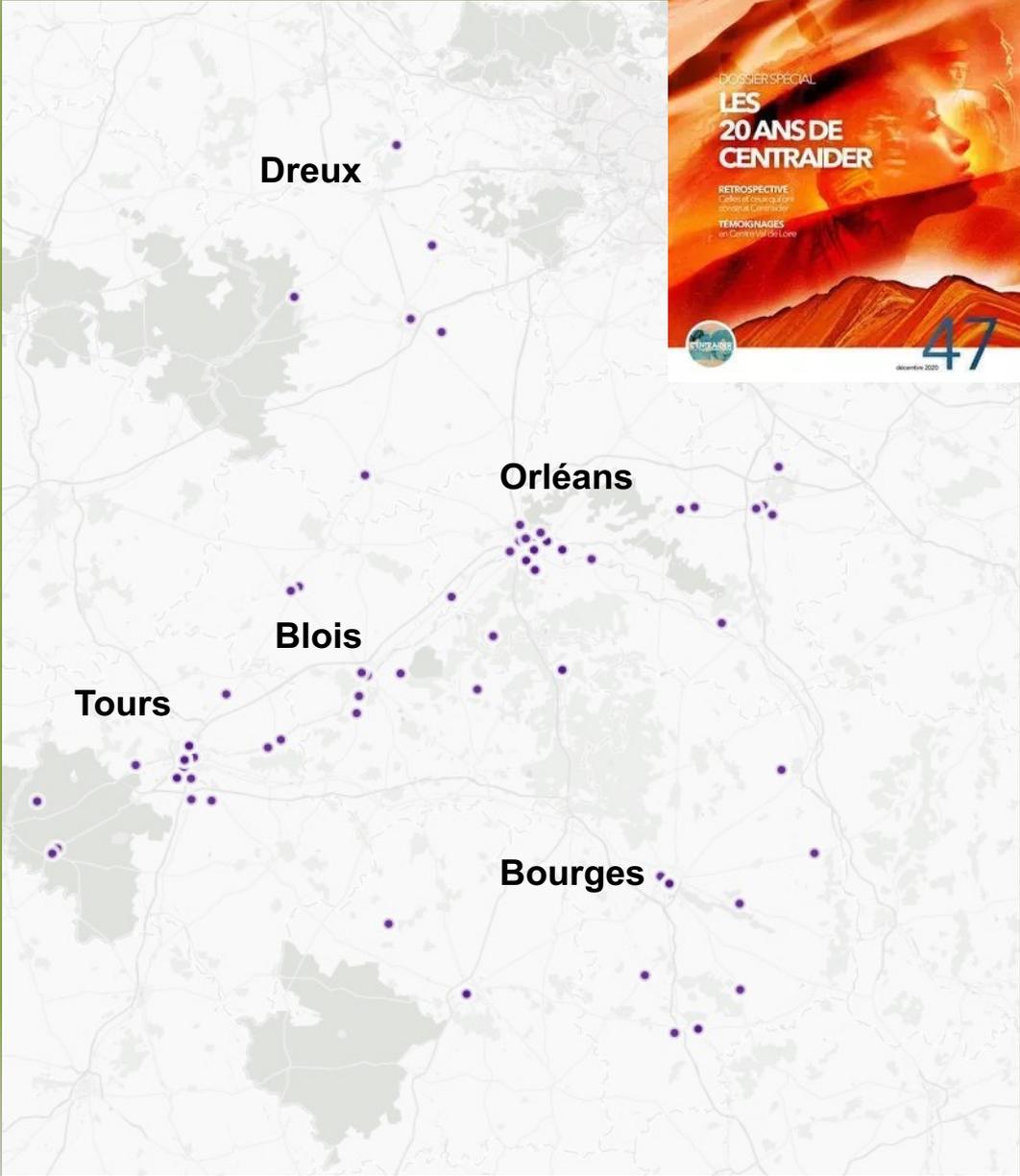
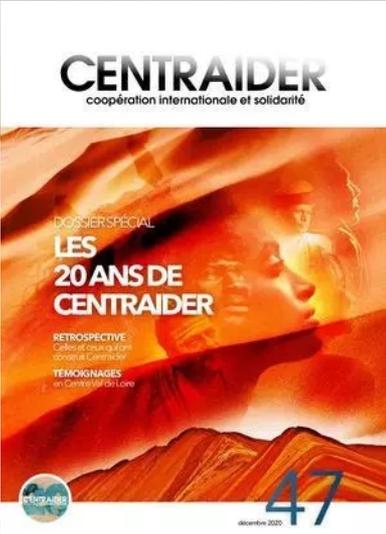
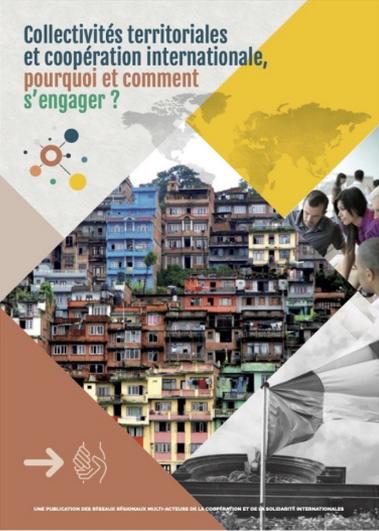
Le second objectif de ce travail est de situer les actions conduites par les membres du réseau CENTRAIDER dans la transition entre sécurité et souveraineté alimentaire.

Quels retours d'expériences et quels regards les ONG et les CT, les réseaux qui les fédèrent et les bailleurs de fonds portent-ils sur ces actions ? Peut on distinguer une chronologie des types de projets ?

Ce second objectif contribue au débat actuel sur l'évaluation de l'aide au développement.



Ces acteurs proviennent des principales villes de la région Centre avec pourtant une sous représentation du monde rural



La base de données a été configurée pour recevoir des traitements statistiques et pour être couplée à un système d'informations géographiques. 103 interventions ont été répertoriées pour 85 acteurs, les autres n'ayant pu être joints pour renseigner la base avec précision.

APPROCHE PAR PROJETS (hors ASI sans ancrage territorial dans le Sud)

NOM ET TYPE DE STRUCTURE		TYPES D'INTERVENTION DANS LES DOMAINES DE L'AGRICULTURE ET DE LA SOUVER								
Identifiant Structure	structure	Identifiant d'intervention	date début du projet	date fin du projet	Intensification Cultures vivrières	Plantes Médicinales Apiculture	Diagnostic Sensibilisation Formation	Secours Alimentaire et Sanitaire	Agroécologie Agroforesterie	Maraichage Jardin scolaire
CE0001	AASF : Amis(e)s Agrariennes Sans Frontière	CE0001/N001	2011	2013			1			1
CE0002	ADDAT : Aide au Développement Durable	CE0002/N001	2001	2003	1					1
CE0002	ADDAT : Aide au Développement Durable	CE0002/N002	2012				1			
CE0002	ADDAT : Aide au Développement Durable	CE0002/N003	2012		1					1
CE0002	ADDAT : Aide au Développement Durable	CE0002/N004	2007							
CE0003	AFS: Cher	CE0003/N001	1999				1			
CE0003	AFS: Cher	CE0003/N002	2009	2010	1					

AINETÉ ALIMENTAIRE					LIEUX D'INTERVENTION					
Verger Fruitière	Élevage et pisciculture	Appui à Organisation Paysanne	Équipement & bâtiment agricoles	Irrigation Barrage, Puits & Forage	Nombre d'interventions	Pays d'intervention	Région d'intervention	Province/District	Commune Département	Village
	1				3	Burkina Faso	Centre Nord	Sanmatenga	Boussouma	
		1	1	1	5	Tchad	Chari-Baguirmi	Chari-Baguirmi	Massenya	Mide
	1			1	3	Tchad	Chari-Baguirmi	Chari-Baguirmi	Massenya	Mide
		1	1	1	5	Tchad	Chari-Baguirmi	Chari-Baguirmi	Massenya	Maldoum
			1		1	Tchad	Chari-Baguirmi	Chari-Baguirmi	Massenya	Mide
		1	1		4	Côte d'Ivoire	Ville de Bandama	Beloum	Coyebo	Coyebo
		1			2	Burkina Faso	Hauts bassins	Kinédougou	Banzon	Banzon

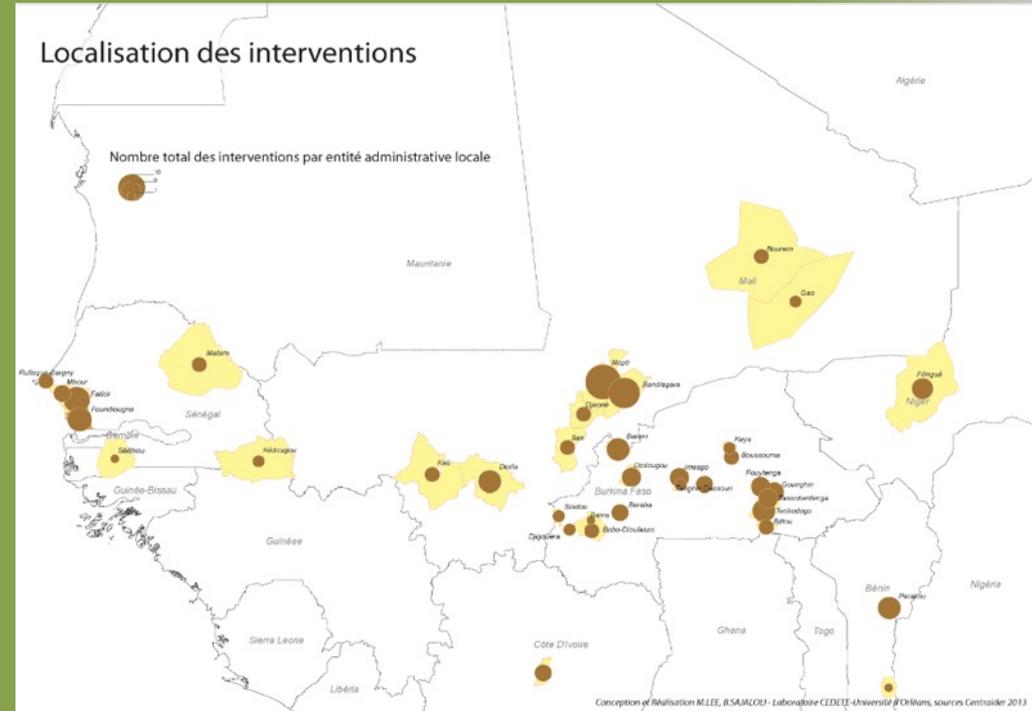
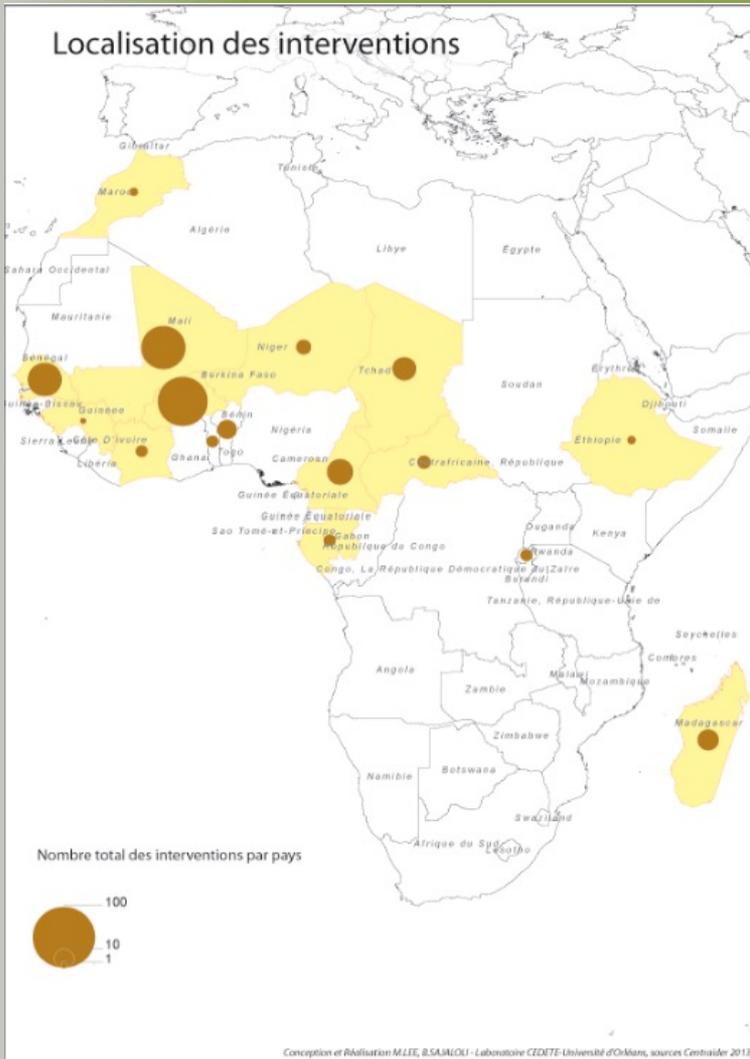
II. Des interventions diverses mais géographiquement concentrées

- ❖ Le fait majeur est d'abord le formidable tropisme africain des acteurs et de leur intervention

Tableau 2 Nombre d'interventions par continent

Nombre de identifiant Structure	Nbr Int						Total
continent	1	2	3	4	5	6	Total
Afriq	15	26	21	16	8		86
AmSud	1	2	2		1		6
Asie			1		1		2
Eur	2	3				1	6
Inde	2	1					3
Total	20	32	24	16	10	1	103

et notamment de l'Afrique de l'Ouest et de trois pays : le Burkina Faso, le Mali et le Sénégal

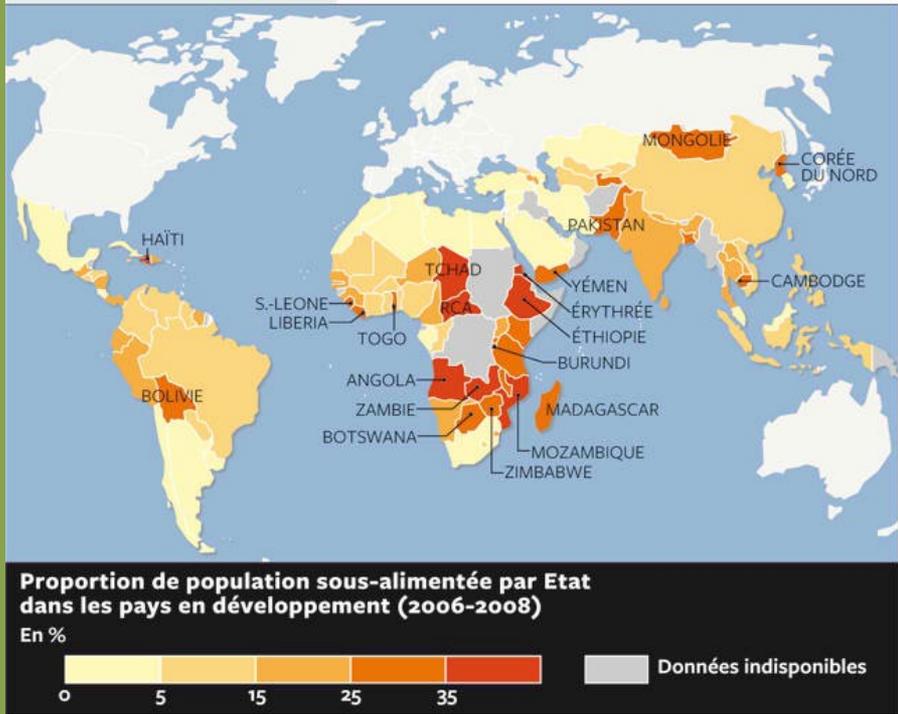


La carte a été réalisée à l'échelle des départements ou communes de chaque pays

Ceci renvoie davantage à l'histoire ayant uni la France à ces États qu'à la géographie contemporaine de la faim



Un monde affamé



Source : FAO, 2011.

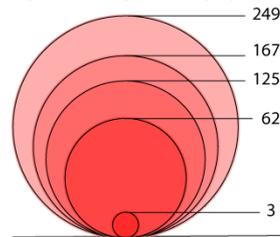
Ceci se retrouve au niveau de l'ensemble des acteurs de la solidarité internationale français, notamment pour le Burkina qui, avec 1 association pour 1 000 habitants et tous les 20 km², détient le record mondial de l'aide au développement !

Estimation du nombre d'association de solidarité internationale au Burkina Faso par Région métropolitaine.

Estimation réalisée suivant les données des réseaux régionaux de coopération, des Conseils Généraux et Régionaux ainsi que du Journal Officiel des association.

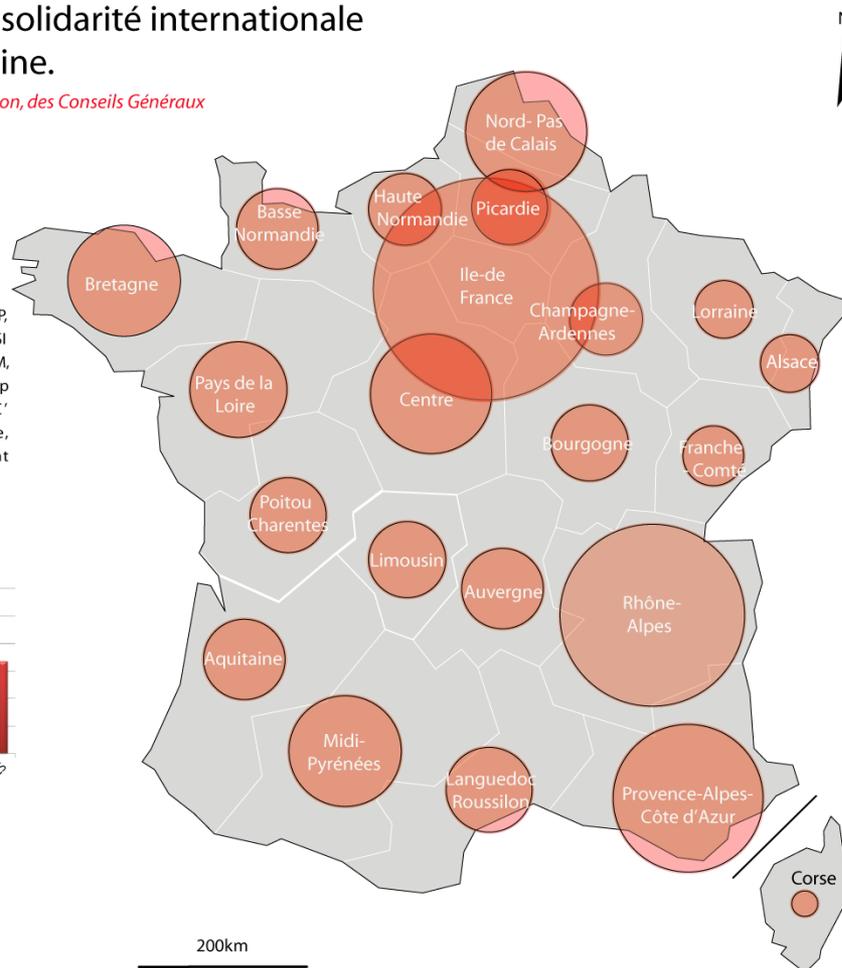
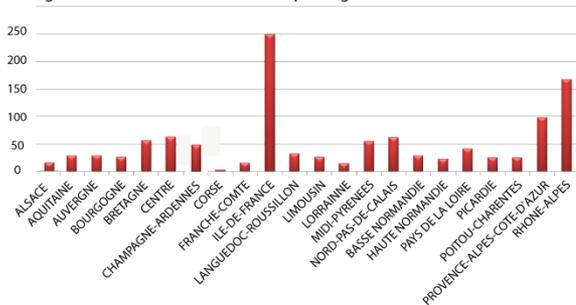
Nombre d'association recensées par Région

Représentation par cercles proportionnels



Sources : Journal officiel, CERAPCOOP, CERCOOP, CENTRAIDER, ABCIS, CRESI Essonne, CDTM, CROSI, LIANES, CITIM, CERASI, ALCID, RESACOOOP, Cap Aquitaine, Humanis, RECIPROC' Conseil Régionaux de Picardie, Limousin et Bourgogne, Consulat du Burkina Faso à Nice.

Histogramme du nombre d'association par Région

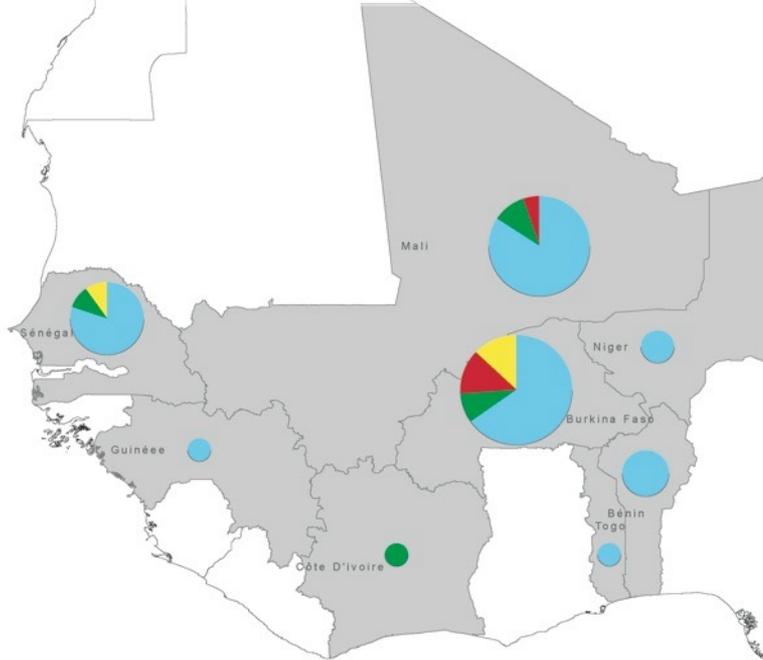


- ❖ Le second constat réside dans la domination des petites ONG locales dans l'agriculture et dans l'alimentation (76%)

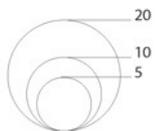
Tableau 1 Nombre d'interventions par type de structure

Nombre de identifiant Structure	Nbr Int						Total
Type de structure	1	2	3	4	5	6	Total
Association	12	23	18	14	8	1	76
Association affiliée	5	4	2	1	1		13
Collectivité territoriale ou comité de jumelage		2	2	1			5
Etablissement public	3	3	2		1		9
Total	20	32	24	16	10	1	103

Répartition des interventions par acteurs



Nombre d'interventions

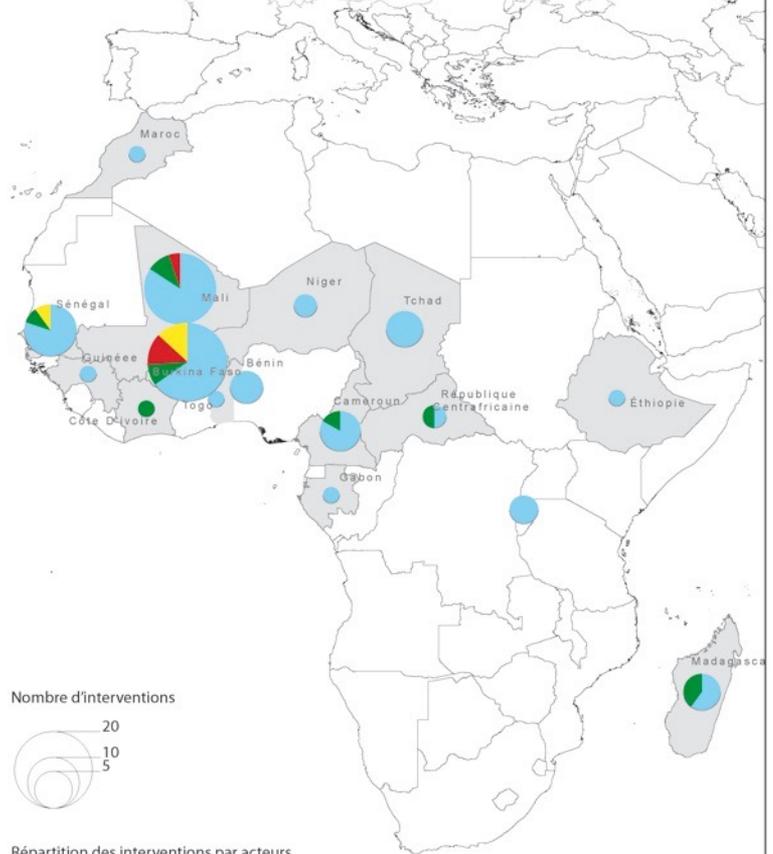


Répartition des interventions par acteurs



Conception et Réalisation M.LEE, B.SAJALOLI - Laboratoire CEDETE-Université d'Orléans, sources Centraider 2013

Répartition des interventions par acteurs



Nombre d'interventions



Répartition des interventions par acteurs



Conception et Réalisation M.LEE, B.SAJALOLI - Laboratoire CEDETE-Université d'Orléans, sources Centraider 2013

Extraordinaire domination au Mali et unique présence dans de nombreux pays

❖ Le troisième constat montre la diversité croissante des actions

Intensification Cultures vivrières	Plantes Médicinales Apiculture	Diagnostic Sensibilisation Formation	Secours Alimentaire et Sanitaire	Agroécologie Agroforesterie	Maraichage Jardin scolaire	Verger Fruiterie	Elevage et pisciculture	Appui à Organisation Paysanne	Équipement & bâtiment agricoles	Irrigation Barrage, Puits & Forage
---------------------------------------	-----------------------------------	--	--	--------------------------------	-------------------------------	---------------------	----------------------------	-------------------------------------	------------------------------------	---------------------------------------

50% des actions concernent le maraichage et les jardins scolaires

Un tiers l'appui aux organisations paysannes, ce qui est finalement peu

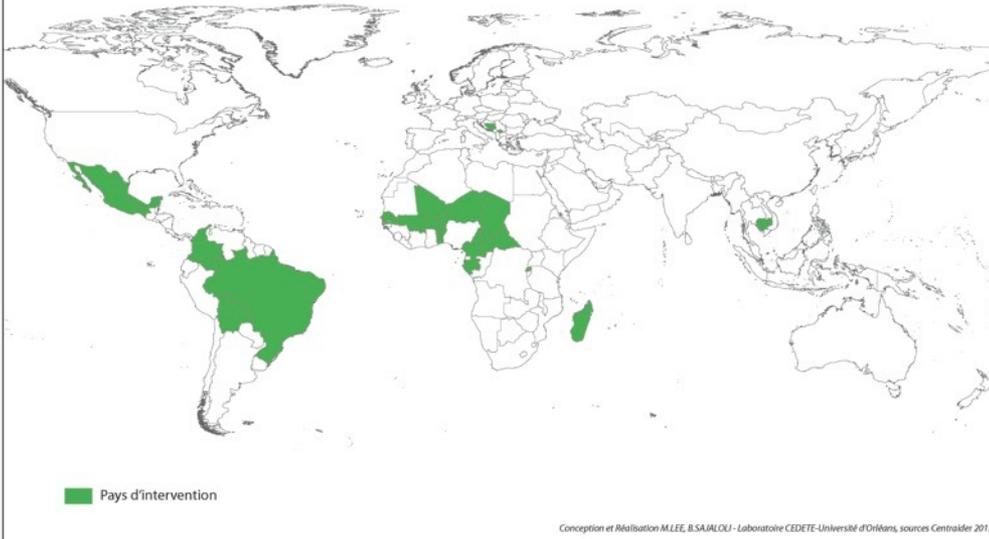
Poids important de l'irrigation et petite hydraulique agricole (39%) en raison de son accessibilité aux ONG

Poids également de la sensibilisation-formation (42%), surtout si le projet comporte plusieurs actions

Poids inattendu de l'agroécologie et de l'agroforesterie (30%) avec un incontestable effet de mode

Peu d'attention portée à l'élevage et à la pisciculture (19%)

Intervention du type «maraîchage et jardin scolaire»

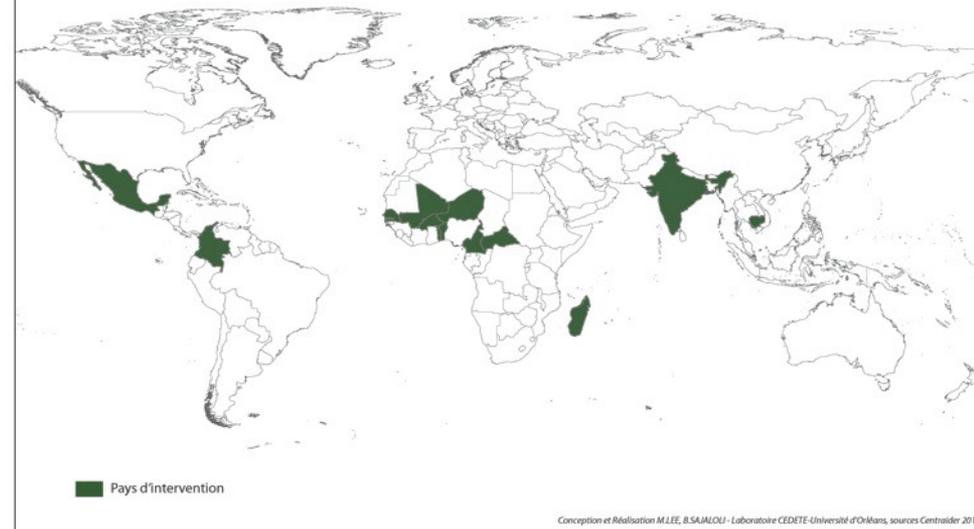


Des géographies spécifiques

Africaine et sud-américaine

Sur tous les continents

Intervention du type «Agroécologie et agroforesterie»



Intervention du type «appui aux organisations paysannes»



Intervention du type «Diagnostic, sensibilisation et formation»



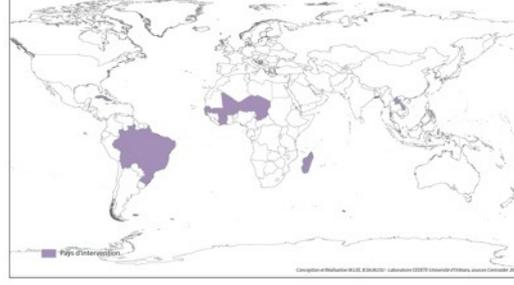
Intervention du type «irrigation, barrages, puits et forages»



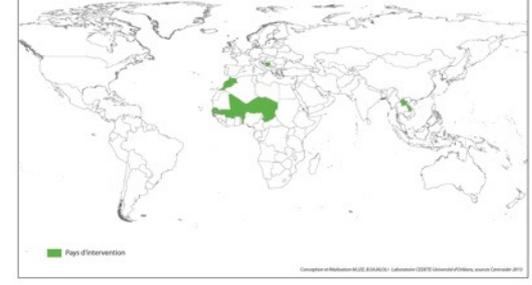
Intervention du type «élevage et pisciculture»



Intervention du type «équipements et bâtiments agricoles»



Intervention du type «vergers et fruiticulture»



Pour toutes les actions, une troublante discrétion de l'Asie

Tableau 11 Nombre d'interventions et type d'intervention							
nombre d'interventions par pgm	1	2	3	4	5	6	
ensemble	20	32	24	16	10	1	103
	19%	31%	23%	16%	10%	1%	
maraichage	1	13	15	12	9	1	51
	2%	25%	29%	24%	18%	2%	
appui à organisation pays	2	6	7	8	8	1	32
	6%	19%	22%	25%	25%	3%	
irrigation barrage puits	5	9	12	7	6		39
	13%	23%	31%	18%	15%	0%	
diagnostic sensibilisation formation	5	10	10	10	7		42
	12%	24%	24%	24%	17%	0%	
agroécologie agroforesterie	1	10	3	10	6		30
	3%	33%	10%	33%	20%	0%	
élevage pisciculture		5	6	3	4	1	19
	0%	26%	32%	16%	21%	5%	

Le plus souvent (31%), les projets menés ne comportent que deux actions et 19% une seule.

50% des projets comportent au moins trois actions, et sont donc plus intégrés.

III. De la sécurité vers la souveraineté alimentaire, places et stratégies des acteurs de l'aide

❖ Sécurité, souveraineté : des notions à préciser

Éradiquer la faim

une même finalité, 2 logiques différentes :

À partir des années 1970 :

- le concept de sécurité alimentaire

A partir de la fin des années 1990 :

- le concept de souveraineté alimentaire

La sécurité alimentaire

Contexte début années 1970

1. crises paroxysmales : les famines
 - ✓ en Asie -années 1960-
 - ✓ en Afrique subsaharienne -début années 1970-
2. crise alimentaire récurrente : malnutrition

La sécurité alimentaire

1. Réponse aux crises paroxysmales

- Aides d'urgence
- Mise en place de systèmes d'alerte
- Constitution de stocks mondiaux

La sécurité alimentaire

2. Réponse à la malnutrition

Sommet mondial de l'alimentation –FAO-1974

« approvisionner le monde en produits de base pour soutenir une croissance de la consommation alimentaire tout en maîtrisant les fluctuations et les prix »

Comment assurer cet approvisionnement?

Intensifier fortement la production agricole

La sécurité alimentaire

Une définition qui s'élargit depuis les années 1980

1. En incluant un approvisionnement accessible à tous

Comment assurer cette accessibilité ?

**libéraliser les échanges commerciaux
des produits agricoles**

2. En incluant la qualité de l'approvisionnement

La sécurité alimentaire

définition actuelle

Sommet mondial de l'alimentation de 1996

« La sécurité alimentaire est assurée quand toutes les personnes, en tout temps, ont économiquement, socialement et physiquement accès à une alimentation suffisante, sûre et nutritive qui satisfait leurs besoins nutritionnels et leurs préférences alimentaires pour leur permettre de mener une vie active et saine »

La sécurité alimentaire

Un concept critiqué

- Vision macroéconomique libérale
- Marginalisation des petits agriculteurs
- Dépendance nationale accrue
- Atteintes à l'environnement

Éradiquer la faim

une même finalité, 2 logiques différentes

II. A partir de la fin des années 1990:

le concept de souveraineté alimentaire

Vers une internationale paysanne

O. P.
européennes

O. P.
d'Amérique latine

Confédération
Paysanne
Européenne

C.L.O.C.
1990

1986

Via Campesina Mons
1993

Formulation du concept de souveraineté
alimentaire

Déclaration de Rome 1996

La souveraineté alimentaire

Une définition de plus en plus large

- 1996 : « *la souveraineté alimentaire est le droit de chaque nation de maintenir et développer sa capacité de produire ses aliments de base dans le respect de la diversité des cultures et des produits* ».
- 2002 : « *la souveraineté alimentaire est le droit des populations, des communautés et des pays de définir leurs propres politiques concernant l'agriculture, la culture de la terre, la pêche, l'alimentation et la terre qui soient écologiquement, socialement économiquement et culturellement appropriés à leurs spécificités* »

La souveraineté alimentaire

Une appropriation de plus en plus large par
les acteurs sociaux

➤ des organisations paysannes d'Afrique de l'ouest

le ROPPA fédération transnationale africaine créée en 2000

➤ des ONG et des mouvements sociaux

➤ des États en Amérique latine, en Afrique de l'Ouest

➤ des syndicats agricoles majoritaires

La souveraineté alimentaire

Des questions en suspens

- Quel équilibre entre protection intérieure, prix rémunérateurs et accessibilité pour les plus pauvres?
- Quel est le niveau territorial le mieux adapté à la souveraineté alimentaire?
- Comment les ONG de terrain peuvent-elles s'approprier la souveraineté alimentaire?

❖ **Situer les acteurs du réseau CENTRAIDER dans la transition sécurité-souveraineté alimentaire**

La confrontation entre ces réflexions épistémologiques et la base de données de Centraider confère à deux critères un poids déterminant :

- **Les projets sont d'autant plus efficaces qu'ils comportent simultanément plusieurs actions thématiques : critère d'intégration.**

- **Les projets sont d'autant plus viables qu'ils comportent des actions de sensibilisation-formation ou d'appui aux organisations paysannes : critère de pérennité.**

Intégration et pérennité sont nécessaires à une aide qui puisse déboucher sur un développement endogène, auto géré et durable.

Seules 20 des 51 actions tournées vers le maraîchage sont couplées à des actions de sensibilisation-formation :

Tableau 12 maraichage, jardin scolaire et diagnostic sensibilisation formation

Tableau 12 maraichage, jardin scolaire et diagnostic sensibilisation formation			
Nombre de identifiant Structure	DiagSensForm		
Maraîchage	1 (vide)		Total
1	20	31	51
(vide)	22	30	52
Total	42	61	103

Seules 15 des 51 actions tournées vers le maraîchage sont couplées à des actions d'appui aux organisations paysannes :

Tableau 14 maraichage, jardin scolaire et appui à organisation paysane

Tableau 14 maraichage, jardin scolaire et appui à organisation paysane			
Nombre de identifiant Structure	Org Paysn		
Maraîchage	1 (vide)		Total
1	15	36	51
(vide)	17	35	52
Total	32	71	103

Dès lors, la pérennité des jardins maraîchers est moins forte et beaucoup d'opérations sont abandonnées dès le départ des acteurs du Nord.

Plus intégrée et plus tournée vers un partenariat local, l'agroécologie voit 17 de ses 30 actions (soit 57%) associées à des actions de sensibilisation-formation.

Tableau 16 diagnostic sensibilisation formation et agroécologie

Tableau 16 diagnostic sensibilisation formation et agroécologie			
Nombre de identifiant Structure	Agroéco		
DiagSensForm	1 (vide)	Total	
1	17	25	42
(vide)	13	48	61
Total	30	73	103

Le couplage sensibilisation-formation et appui à organisation paysanne ne concerne que 16 des 103 projets alors qu'il est un des critères clé de la pérennité d'un projet.

Tableau 17 diagnostic sensibilisation formation et appui à organisation

Tableau 17 diagnostic sensibilisation formation et appui à organisation			
Nombre de identifiant Structure	Org Paysn		
DiagSensForm	1 (vide)	Total	
1	16	26	42
(vide)	16	45	61
Total	32	71	103

**Combinés, ces deux critères permettent de situer les acteurs du réseau
Centraider dans la transition sécurité-souveraineté :**

Sécurité (13 des 103 projets):

Interventions ne comportant qu'une seule action et ne comportant ni formation (F) ni appui aux organisations paysannes (A)

Passage amorcé de la sécurité vers la souveraineté (37) :

Deux actions dont un A ou un F, ou une seule action soit A soit F

Passage avancé de la sécurité vers la souveraineté (36) :

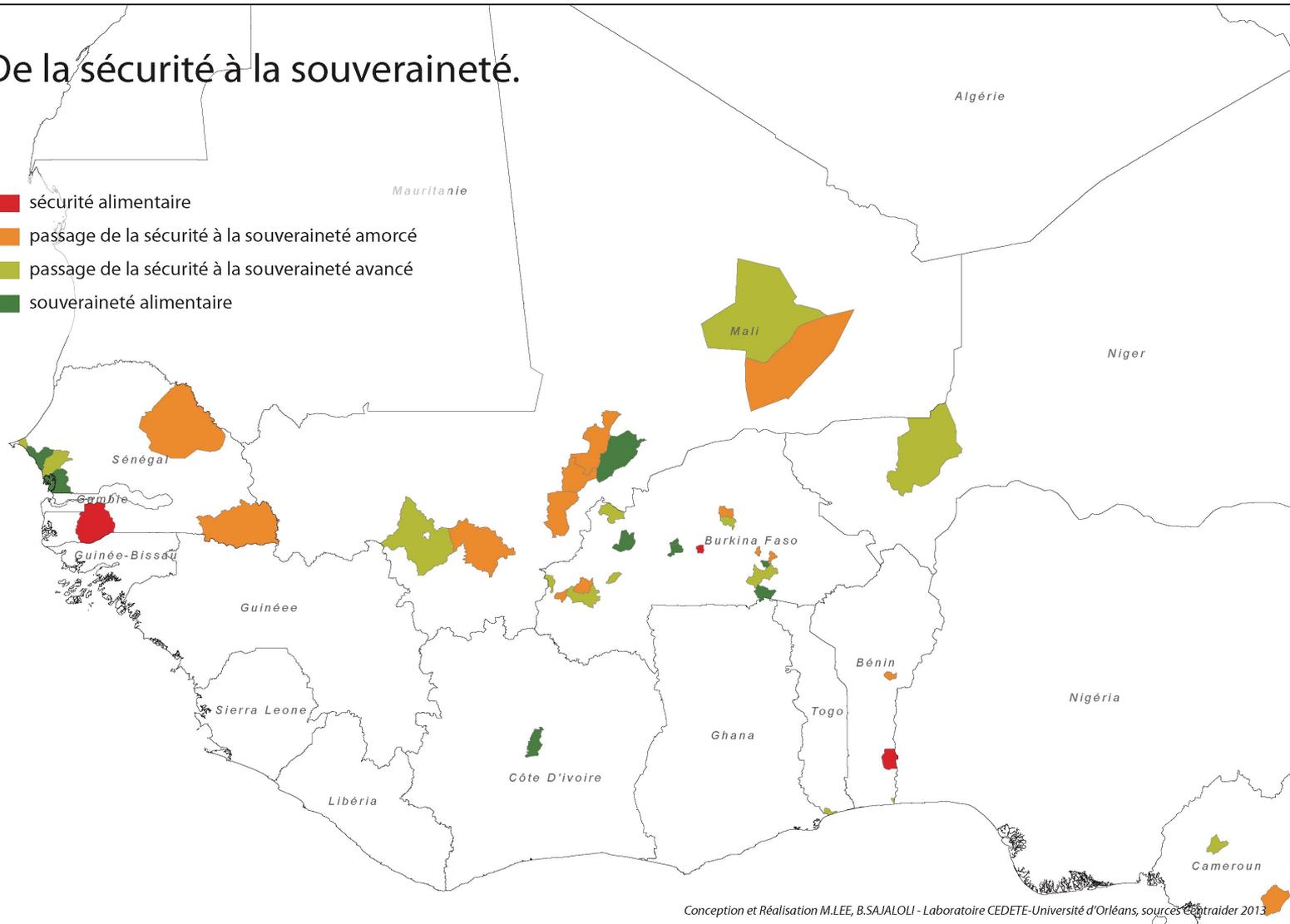
2 actions dont un A ou un F, ou au moins 3 actions sans A ni F

Souveraineté alimentaire (17) :

Interventions comprenant A et F, ou au moins 3 actions dont A ou F

De la sécurité à la souveraineté.

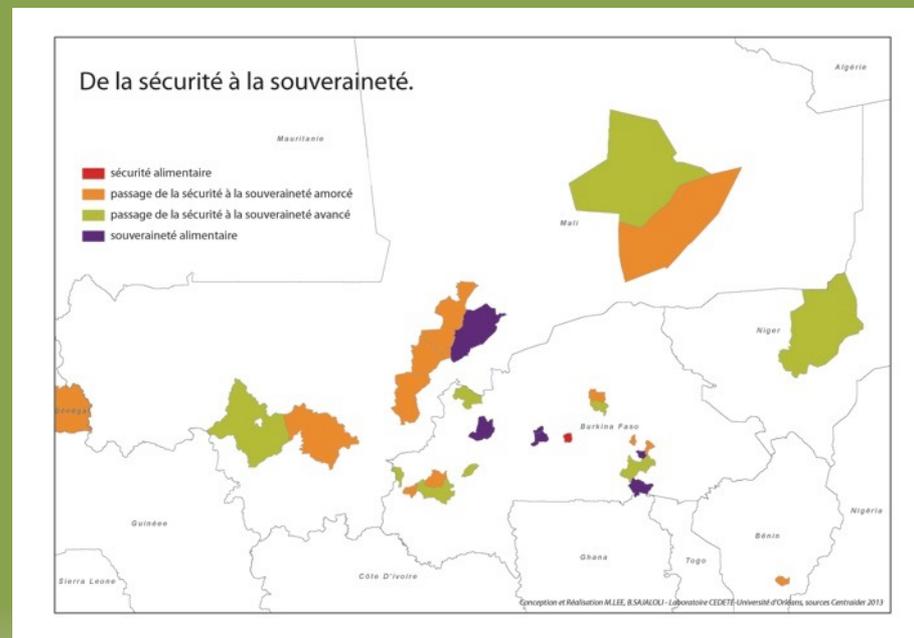
- sécurité alimentaire
- passage de la sécurité à la souveraineté amorcé
- passage de la sécurité à la souveraineté avancé
- souveraineté alimentaire



La dimension spatiale de la transition est associée à la jeunesse du projet :

Tableau 3 Nombre d'interventions par année de démarrage

Nombre de identifiant Structure	Nbr Int						Total
début	1	2	3	4	5	6	Total
1990				1			1
1997			1				1
2001					1	1	2
2004					1		1
2005	1	1	1				3
2006		1	2				3
2007	2			1			3
2008	5	4	3	1	1		14
2009	2	10	4	2	1		19
2010	3	4	4	1	3		15
2011	5	3	3	4			15
2012	2	9	6	6	3		26
Total	20	32	24	16	10	1	103



très récent ou en cours, il est plus souvent pérenne et intégré.

Conclusion

- **Caractère novateur de l'analyse des projets de développement, notamment au niveau d'un réseau régional, dans une perspective d'évaluation de l'aide.**
 - ➔ **Réticence des porteurs de projets à évaluer leurs actions et ce dans un contexte de difficultés à les financer**
- **La transition de la sécurité à la souveraineté suppose, pour les associations locales du Nord, de mutualiser leurs projets et leurs compétences avec d'autres acteurs du Nord et/ou avec d'autres acteurs du Sud.**
- ➔ **Importance des partenariats ici et là-bas.**

Merci !

